



## Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

**Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?**

---

# Les mobilisations horizontales : tentative de compréhension d'un phénomène nouveau

Dounia Sayoud



### Édition électronique

URL : <http://humanitaire.revues.org/3231>

ISSN : 2105-2522

### Éditeur

Médecins du Monde

### Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 74-79

ISSN : 1624-4184

### Référence électronique

Dounia Sayoud, « Les mobilisations horizontales : tentative de compréhension d'un phénomène nouveau », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://humanitaire.revues.org/3231>

---

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

# Les mobilisations horizontales : tentative de compréhension d'un phénomène nouveau

par Dounia Sayoud

**De plus en plus, les mobilisations populaires ou citoyennes chevauchent les domaines du politique, du développement, voire même de l'humanitaire. Leur capacité à créer de la résilience ainsi que du changement politique ou social amène à se poser la question d'une éventuelle collaboration entre cette société civile en effervescence et les acteurs traditionnels du monde socio-politique, qu'ils soient privés ou publics.**

## — De l'Égypte à l'Afrique du Sud, le printemps des mobilisations horizontales

Durant le Printemps arabe de 2011, divers mouvements citoyens s'exprimèrent sur la scène politique au Maghreb et au Proche-Orient, utilisant les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter. Ces nouveaux médias permirent de rassembler les populations, de fédérer des causes et ainsi de faire une démonstration de force devant les autorités.

En Égypte, l'application U-Shahid (« Vous êtes un témoin », en arabe) contribua à rassembler les citoyens pour observer le déroulement des élections législatives. En effet, après la révolution, qui entraîna le renversement du régime de Moubarak, les médias locaux traditionnels tout comme les groupes d'observateurs électoraux éprouvaient des difficultés à trouver leur place dans un contexte changeant. Les signalements d'irrégularités électorales furent dès lors systématiquement consignés sur une carte interactive du pays accessible à partir du site Internet U-Shahid.org. Ces événements ont amené Amnesty international à collaborer avec ces « cyber-citoyens » dans le but de rendre compte à l'échelle internationale des fraudes relevées lors des élections législatives égyptiennes de 2011<sup>1</sup>. Cette implication d'une ONG mondialement reconnue montre l'importance de cette nouvelle structuration des mobilisations citoyennes et le potentiel qu'a une société civile à se constituer en acteur et interlocuteur pour influencer sur l'évolution sociale et politique de son pays.

1. Patrick Meier, *Digital humanitarians. How Big Data is Changing the Face of Humanitarian Response*, CRC Press, janvier 2015.

Au sein du réseau Shack/Slum Dwellers International, on observe une structuration en réseaux de communautés issues des bidonvilles de 33 pays différents. Née d'une collaboration entre les populations de bidonvilles situés en Inde et en Afrique du Sud, cette initiative a pour but d'éviter leur expulsion tout en les intégrant aux politiques de développement urbain. De nombreux outils de collecte de données sont mis à disposition des populations qui, en participant à cet exercice, bénéficient d'un accès direct aux informations recueillies : entre les mains des populations, ces dernières deviennent des leviers dans leurs négociations avec les gouvernements locaux. La mise en avant du potentiel de ces communautés aura permis la redécouverte de savoirs vernaculaires, mais aussi l'émergence d'une culture alternative, le tout rassemblé sous l'appellation *Indigenous Knowledge Systemes* (IKS). Quant à la mise en réseau avec le secteur universitaire, elle aura offert une lecture académique de ces IKS, favorisant une meilleure compréhension de ces populations par le gouvernement, dans l'optique d'établir un dialogue plus clair entre eux. Enfin, en hissant ces savoirs au rang de cultures légitimes, le réseau aura amené un groupe parlementaire sud-africain à poser la question de la nécessité d'établir un droit de propriété intellectuelle sur ces IKS<sup>2</sup>.

## — Un modèle innovant, une fenêtre d'opportunité

Ces « mobilisation horizontales » renvoient à une structure organisationnelle très flexible, semblable à une sorte de mouvement informel qui ne serait pas investi par des « entrepreneurs de causes ». Si cet objet d'étude n'a pas encore été complètement investi par les sciences sociales, il semble se situer dans le champ de la sociologie des mobilisations<sup>3</sup>, notamment l'étude de la foule. Nous pourrions dire que ce type de mobilisation dispose d'un répertoire d'actions fluctuant selon le contexte, allant de l'action politique à l'action solidaire, en passant par le domaine du développement ou de l'humanitaire. N'étant pas centralisé, il n'est pas mû par un principe unificateur qui cristalliserait l'imaginaire collectif pour initier le mouvement<sup>4</sup>. Il met en place en revanche un dispositif d'action innovant, soit par la production d'outils ciblés (application U-Shahid), soit par la mobilisation des masses pour une effectivité accrue des outils classiques (collecte de données par la population). Ce procédé permet ainsi à chacun d'apporter et d'agir à son échelle, dans une perspective plus vaste, où l'échelon local participe

2. Lire l'entretien accordé à l'auteure par la vice-présidente de ce réseau, Rose Molokoane « *Nous sommes bien plus un organisme générateur de processus que de projets* », p. 52.

3. Nous excluons donc de notre champ d'étude les mouvements sociaux nationaux et internationaux dont la définition est donnée dans Sidney Tarrow, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits* [En ligne], 38-39, été-automne 2000, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 19 octobre 2015, <http://conflits.revues.org/276>

4. Matthijs Gardenier, « Mobilisation Horizontale : horizon incertain », RUSCA, <http://www.msh-m.fr/le-numerique/edition-en-ligne/rusca/rusca-territoires-temps-societes/la-revue-en-ligne/numero-4-incertain-et-imaginaire/article/mobilisations-horizontales>

continuellement au processus de concertation et de décision. Sa transversalité structurelle, aussi bien dans l'aspect organisationnel que dans son champ d'action, le fait sortir du cadre établi des mobilisations classiques. Cependant, ce phénomène est à replacer dans un contexte d'évolution plus global ; ainsi l'émergence des « mobilisations horizontales » peut se comprendre comme la conséquence de l'échec de l'action verticale.

5. Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, vol. 1, 1998, p. 151-168.

6. Randolph Kent, Justin Armstrong et Alice Obrecht, "The future of Non-Governmental Organisation in the humanitarian Sector", *Global transformations and their consequences Humanitarian Futures Programme*, King's College London, août 2013.

La transformation du rôle de l'État<sup>5</sup> crée une fenêtre d'opportunité. À travers celle-ci on observe une concurrence ouverte entre divers acteurs dotés de moyens relativement importants, très divers, pour gérer des problématiques internationales. Pour les populations de pays en développement, la mise en œuvre d'un processus de développement participatif et local peut être vu comme un levier de reconstruction et d'affirmation d'une souveraineté encore fragile<sup>6</sup>. Aujourd'hui les nouveaux moyens de communication offrent des possibilités qui questionnent le monopole de l'activité étatique voire même celle des ONG. Les échanges multiples induits par la mise en réseau d'acteurs de secteurs spécialisés avec les populations permettent la percée de ces initiatives sur de nouveaux théâtres.

Un nouvel écosystème humanitaire social et politique se dessine, dans lequel chacun peut avoir une influence et proposer des systèmes alternatifs. Dans cet environnement, les acteurs privés porteurs de systèmes de micro-crédits font face à ceux de l'économie sociale et solidaire. Le secteur académique, porteur d'une compréhension des problématiques par les sciences sociales et naturelles, fait face aux cabinets d'expertise. Et les États, dans un processus d'intégration supranationale, peuvent décider de traiter les problématiques sous l'angle national, régional ou international. Aucune approche n'est définitive, cet écosystème est encore malléable, tout l'enjeu est de savoir avec quels acteurs et par quels moyens celui-ci prendra sa forme définitive.

Le fait que ces mobilisations soient issues du terrain et des populations sous-entend une représentativité qui légitime leur action. Cette horizontalité permet d'être au plus près des personnes concernées, rendant plus concrètes les actions qui en découlent. Dans cette optique, les initiateurs de mouvements, conscients du potentiel des réseaux sociaux, n'hésitent pas à faire participer un maximum de personnes à leur démarche. Voulant initier une sorte d'effet « boule de neige », divers mouvements sociaux traitent de nouvelles crises, dont la plus récente est celle des réfugiés.

## — L'horizontalité en pratique : les migrants de La Chapelle

En France, notamment à Paris, les migrants arrivent au gré des crises se jouant à des milliers de kilomètres de là. Érythrée, Libye, Tchad, Soudan, Syrie, Mali ou Afghanistan, les origines et nationalités multiples ne sont pas le seul facteur de complexité, puisqu'un groupe peut être caractérisé par de nombreuses catégories juridiques distinctes. Cette situation est celle des migrants du lycée désaffecté Jean Carré du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, occupé depuis juillet 2015 et soutenu par le collectif « La Chapelle en Lutte »<sup>7</sup>. Sa structuration se veut horizontale : il est question d'une mobilisation *pour* les migrants et *par* les migrants, les soutiens ne souhaitant être présents que pour appuyer des initiatives mises en place ou simplement soutenir leur mouvement. La volonté de faire avancer leur mobilisation est passée par la création de comptes Twitter et Facebook, avec une opération de financement participatif qui a joué un rôle central dans l'aide aux migrants. La mise en réseau aura contribué à centraliser l'appel à l'aide matérielle, à diffuser l'information sur la situation des migrants, mais surtout à capitaliser des compétences, qu'elles soient juridiques, sociales, d'enseignement, ou de traduction. Mais pour pouvoir comprendre l'évolution de ce mouvement, il faut rendre compte des multiples dynamiques qui la traversent.

7. Voir dans ce numéro, le Reportage photographique de Bertrand Gaudillère et Catherine Monnet, « La Chapelle en lutte », p. 97.

Les dynamiques internes concernant les migrants sont de deux sortes : la communautarisation, soit le rassemblement en fonction des origines, et la différence d'expérience entre des personnes présentes sur le territoire depuis peu, et les autres, désabusées par le sort qui est le leur depuis leur arrivée plus lointaine. Ce dernier élément induit bien souvent un détachement et une autonomie plus importante vis-à-vis du collectif. Quant à celui-ci, il compose un ensemble de personnes d'affiliations politiques diverses, de milieux sociaux distincts, de degrés d'implication variables, ainsi que de compétences plus ou moins bien inscrites dans la structure globale du mouvement. Les approches différentes du problème, ou le rapport au collectif lui-même, sont des variables déterminantes dans la bonne compréhension du mouvement. En ce qui concerne les dynamiques externes, nul n'ignore que la crise migratoire qui sévit à l'échelle européenne constitue une crise humanitaire internationale. Le traitement de cette question devant les plus hautes institutions nationales et européennes nous rappelle que la réponse ne peut être que politique.

En attendant, en France, l'action conjointe de l'État et des associations ne parvient pas à prendre en charge ces questions. Les associations n'agissant que pour pallier les carences de l'État, elles ne disposent pas des outils pour gérer une crise d'une telle ampleur. Les difficultés qu'elles rencontrent interrogent leur cadre traditionnel d'action et ses limites. Ces nouvelles formes de mobilisation citoyenne, dites horizontales, offrent-elles de renforcer, voire de réinventer ce cadre ? Il est encore trop tôt pour le dire. Reste qu'il importe de prendre acte de l'implication croissante de la population aussi bien dans les associations traditionnelles que dans ces mouvements nouveaux. Et il faut comprendre que la mise en capacité des populations est autant une affaire de pays en développement que de pays développés : si les mobilisations horizontales permettent la reconstruction d'une souveraineté pour les uns, elles pourraient constituer une réappropriation pour les autres.

### L'auteure

Dounia Sayoud est chargée d'études Innovations humanitaires à Médecins du Monde